

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger (Pays à demi-tarif)	50 fr.	30 fr.
(Pays à plein tarif)	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

- 7 juillet — Ordonnance créant une direction de la Marine Marchande au Commissariat aux Communications et à la Marine Marchande. (Arrêté de promulgation N° 322 Cab. du 22 juin 1944). 326

1944

- 26 avril — Ordonnance ouvrant droit de recours contre les décisions du directeur du Service central des Anciens combattants et des Pensions de l'Afrique française prises en application de l'acte dit « Ordonnance du 1^{er} mars 1943 ». (Arrêté de promulgation N° 323 Cab. du 22 juin 1944). 327
- 1^{er} mai — Ordonnance relative à la réquisition des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères. (Arrêté de promulgation N° 324 Cab. du 22 juin 1944). 327
- 2 mai — Décret complétant le décret du 13 avril 1944 rétablissant la commission de classement pour la magistrature coloniale. (Arrêté de promulgation N° 323 Cab. du 22 juin 1944). 327
- 4 mai — Décret portant dérogation exceptionnelle aux règles habituelles de la comptabilité publique pour la régularisation des paiements des colonies à l'étranger. (Arrêté de promulgation N° 325 Cab. du 22 juin 1944). 328

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944

- 7 juin — N° 1590 SE. — Arrêté général fixant la valeur FOB tous ports d'embarquement de certains produits de la récolte 1943-1944 328
- 12 juin — N° 1639 AJ. — Arrêté général désignant les notables pour former le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1944 329

- 12 juin — N° 1642 AJ. — Arrêté général nommant un membre fonctionnaire près la cour d'assises du Togo pour l'année 1944 329
- 15 juin — N° 1668 AJ. — Arrêté général fixant du 15 septembre au 15 octobre 1944, les vacances judiciaires dans le ressort de la cour d'Appel de l'A. O. F. 329
- Erratum à l'arrêté N° 1528 SE. du 29 mai 1944 déterminant les conditions d'utilisation des fûts vides métalliques 329

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

- 11 juin — N° 338 F. — Arrêté fixant le maximum et la catégorie des gens de service dont les salaires sont à la charge du budget local du Togo ainsi que les moyens de transports mis à la disposition du secrétaire général du Territoire. 330

1944

- 10 juin — N° 305 AE/1. — Arrêté portant création de la société indigène de prévoyance du cercle de Sokodé et maintien des S. I. P. des cercles d'Anécho et Mango 330
- 10 juin — N° 307 SE. — Arrêté déclarant infecté de trypanosomiase animale le territoire de la commune-mixte de Lomé 330
- 14 juin — N° 309 AGRO. — Arrêté déterminant les conditions dans lesquelles les jeunes gens originaires du Togo peuvent être admis à suivre les cours de l'Ecole Professionnelle d'Agriculture de Porto-Novo. 330
- 15 juin — N° 312 F. — Arrêté complétant l'arrêté N° 158 F. du 24 mars 1944 fixant les taux de cession de main-d'œuvre pénale. 332
- 17 juin — N° 315 APA. — Arrêté portant fixation des salaires minima et des salaires maxima des travailleurs indigènes. 332
- 17 juin — N° 316 F. — Arrêté modifiant les articles 22, 41 et 43 des conditions générales pour les fournitures de toutes espèces à exécuter en vertu de marchés passés par l'Administration dans le territoire du Togo en date du 25 août 1938. 334

17 juin	— N° 266 TP. — Décision fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 2 ^e semestre 1944.	335
19 juin	— N° 317 F. — Arrêté relatif à la comptabilité générale des matières de la pharmacie d'approvisionnement.	335
23 juin	— N° 326 AE. — Arrêté relatif à la répartition des marchandises importées sous contrôle administratif.	336
23 juin	— N° 327 APA. — Arrêté portant fixation de certaines obligations des éleveurs en matière de police sanitaire des animaux.	336
Personnel.		336
Divers.		338

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

Instruction pour l'application des accords d'aide mutuelle franco-britannique.	339
--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours (Garde-forestier)	341
------------------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Direction de la Marine marchande

N° 322 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

22 juin 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 7 juillet 1943 créant une direction de la Marine marchande au Commissariat aux Communications et à la Marine Marchande.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création des Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1943 organisant la suppléance d'un des Présidents du Comité français de la Libération nationale;

Vu la délibération en date du 3 juillet 1943 constatant l'absence de l'un des deux Présidents du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Commissariat aux Communications et à la Marine marchande, une Direction de la Marine marchande et des Transports maritimes.

Cette Direction comporte, sous réserve des modifications qui pourraient être apportées à son organisation, par un des décrets prévus à l'article 8 ci-dessous, les services suivants :

- 1^o — Direction des transports maritimes;
- 2^o — Service des gens de mer, de l'établissement national des Invalides, de la navigation maritime, des pêches et du personnel;
- 3^o — Service du matériel, de l'armement et des combustibles;

4^o — Service des finances et du contrôle;

5^o — Service du contentieux.

ART. 2. — Les services de l'Inscription maritime sont placés, pour leurs attributions non militaires, sous la dépendance directe de la Direction de la Marine marchande et des Transports maritimes, dans les conditions fixées par le décret organique du 28 décembre 1926.

Les services locaux des transports maritimes dans les ports dépendent directement de la Direction de la Marine marchande et des Transports maritimes.

ART. 3. — Le Commissaire aux Communications et à la Marine marchande se tient en liaison avec les Autorités navales françaises et alliées qui prescrivent les mesures nécessaires à la navigation du temps de guerre.

ART. 4. — Les Commandants de la Marine exercent dans les ports des territoires où le texte dit « Loi du 7 avril 1942 » est applicable, les attributions qui leur sont conférées par le texte susdit.

Toutefois, à partir d'une date qui sera fixée pour chaque port par un des décrets prévus à l'article 7 ci-dessous, l'exploitation maritime du port et la coordination supérieure des différents services et organismes publics ou privés concourant à l'activité du port ou en bénéficiant sont du ressort exclusif du Directeur du port.

Par « exploitation maritime du port », on entend l'établissement et l'application des règlements généraux relatifs à la conduite des navires, à leur pilotage et à leur amarrage, ainsi que la rédaction et l'application des consignes nautiques.

ART. 5. — Le personnel de la Marine marchande demeure requis dans les conditions prévues par la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre et par l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 relatif à la réquisition de marins du Commerce.

ART. 6. — L'Office de la Marine marchande en Afrique est supprimé et le compte spécial prévu par l'ordonnance du 28 novembre 1942 prend, à compter de la date de la publication de la présente ordonnance, l'intitulé suivant : « Compte spécial de la Marine marchande et des Transports maritimes ».

ART. 7. — Sont abrogés, dans les territoires où ils sont en vigueur, les textes suivants :

l'article 1^{er} du texte dit « Décret du 17 avril 1942 »;

l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} et le paragraphe 2 de l'article 4; les articles 7 et 10 du texte dit « Loi du 7 avril 1942 »;

l'ordonnance n° 12 du 21 novembre 1942;

l'article 3 de l'ordonnance du 26 mars 1943.

ART. 8. — Des décrets fixeront les conditions d'application de la présente ordonnance qui sera exécutée comme loi.

Alger, le 7 juillet 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,*

René MAYER.

Le Commissaire aux Finances,

COUVE DE MURVILLE.

Promulgations

N° 323 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

22 juin 1944. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^{re} — l'ordonnance du 26 avril 1944 ouvrant droit de recours contre les décisions du Directeur du Service Central des Anciens Combattants et des Pensions de l'Afrique Française prises en application de l'acte dit « Ordonnance du 1^{er} mars 1943 ».

2^e — le décret du 2 mai 1944 complétant le décret du 13 avril 1944 rétablissant la commission de classement pour la magistrature coloniale.

ORDONNANCE du 26 avril 1944 ouvrant droit de recours contre les décisions du Directeur du Service Central des Anciens Combattants et des Pensions de l'Afrique Française prises en application de l'acte dit « ordonnance du 1^{er} mars 1943 ».

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Affaires sociales;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 5 novembre 1943, portant organisation au Commissariat au Travail et à la Prévoyance sociale d'une direction des anciens combattants et victimes de la guerre;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Dans un délai de six mois à dater de la publication de la présente ordonnance, un recours pourra être exercé contre les décisions du directeur du service central des anciens combattants et des pensions de l'Afrique Française devant les tribunaux départementaux et cours régionales des pensions dans les conditions fixées à l'article 6 de l'ordonnance du 5 novembre 1943.

Les réclamations faites en vertu de l'article 6 de l'acte dit « ordonnance du 1^{er} mars 1943 » seront soumises aux mêmes juridictions et jugées dans les mêmes conditions.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 26 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Affaires sociales,

A. TIXIER.

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDES-FRANCE,

Le Commissaire à la Guerre,

André DIETHELM.

Le Commissaire à la Marine,

LOUIS JACQUINOT,

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIOLI.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire à l'Air,

Fernand GRENIER.

DECRET du 2 mai 1944 complétant le décret du 13 avril 1944 rétablissant la Commission de classement pour la magistrature coloniale.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies et du Commissaire à la Justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 13 avril 1944 rétablissant la Commission de classement pour la magistrature coloniale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret susvisé du 13 avril 1944, rétablissant la Commission de classement pour la magistrature coloniale, un paragraphe ainsi conçu :

« Cependant les effets du texte nul sont validés dans les territoires relevant du Commissariat aux Colonies ».

ART. 2. — L'article 3, 4^o du décret susvisé du 13 avril 1944, est ainsi complété :

« Article 3, 4^o d'un procureur général ou d'un président de cour du cadre ou ayant appartenu au cadre de la magistrature coloniale désigné par arrêté du Commissaire aux Colonies ».

ART. 3. — Le Commissaire aux Colonies et le Commissaire à la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 2 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire à la Justice p. i.,

René CAPITANT.

Réquisition**Avoirs à l'étranger**

N° 324 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

22 juin 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 1^{er} mai 1944 relative à la réquisition des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, ensemble les décrets du 24 avril et du 20 mai 1940;

Vu l'ordonnance du 5 octobre 1943 relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères, ensemble l'ordonnance du 1^{er} mai 1944;

Vu l'ordonnance du 2 février 1944 transformant la Caisse Centrale de la France Libre en Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le Commissaire aux Finances est autorisé à procéder à la réquisition, au profit du fonds de stabilisation des changes créé par l'ordonnance du 2 février 1944, de l'or, des devises étrangères et des biens mobiliers à l'étranger, appartenant à des personnes physiques ayant la nationalité française ou la qualité de sujets ou de protégés français et ayant leur résidence habituelle en Algérie, en Corse, ou dans un territoire relevant du Commissariat aux Colonies, ou appartenant à des personnes morales pour leurs établissements en Algérie, en Corse, ou dans un territoire relevant du Commissariat aux Colonies.

ART. 2. — Des arrêtés préciseront les catégories d'avoirs dont la réquisition effective sera successivement prescrite en application de l'article 1^{er} ci-dessus et les conditions dans lesquelles chaque catégorie d'avoirs devra être transférée au fonds de stabilisation des changes créé par l'ordonnance du 2 février 1944.

Ils pourront prévoir, en ce qui concerne l'application de la présente ordonnance à certains des territoires dépendant du Commissariat aux Colonies, des modalités particulières pour tenir compte des nécessités locales.

ART. 3. — Les infractions ou tentatives d'infraction aux dispositions de la présente ordonnance et des décrets ou arrêtés pris pour son application sont punies des mêmes peines et sont constatées et poursuivies dans les mêmes conditions que les infractions aux décrets des 9 septembre 1939, 24 avril et 20 mai 1940 susvisés.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 1^{er} mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIGLI.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire à la Justice p. i.,

René CAPITANT.

Comptabilité publique

N° 325 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

22 juin 1944 — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 4 mai 1944 portant dérogation exceptionnelle aux règles habituelles de la comptabilité publique pour la régularisation des paiements des colonies à l'étranger.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies et du Commissaire aux Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 24 novembre 1942 permettant certaines simplifications dans l'application des textes financiers en vigueur en Afrique Equatoriale Française;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dérogations suivantes sont apportées à la réglementation sur les mandatements pour la régularisation de paiements faits à l'étranger par les délégations du Comité français de la Libération nationale, pour le compte des budgets coloniaux ou de ceux des collectivités secondaires placées sous l'autorité des Gouverneurs des Colonies.

1° Les achats à l'étranger et les paiements de services rendus ou de travaux effectués à l'étranger, peuvent être effectués de gré à gré, sans limitation du montant et sans qu'il soit nécessaire de passer un marché.

2° Les simples factures commerciales en langue étrangère ou les copies des factures dûment certifiées par les agents administratifs seront acceptées par le Trésor à l'appui des mandats de régularisation que les divers ordonnateurs des budgets visés ci-dessus auront à émettre pour la réintégration des provisions constituées à l'étranger ou le remboursement des paiements faits par l'intermédiaire de la Caisse centrale de la France d'Outre-Mer.

3° Le paiement des fournitures, travaux ou services visés ci-dessus peut être justifié par l'acquit de la partie prenante, par un document bancaire ou par la copie dûment certifiée d'un document bancaire.

ART. 2. — Ces pièces justificatives ou les copies seront revêtues par les services locaux intéressés, des mentions régulières de prise en charge ou de service fait et des formules de liquidation usuelles.

ART 3. — Ces dérogations ne s'appliqueront qu'aux régularisations de paiements faits pendant la période des hostilités. Toutes dispositions antérieures contraires sont rapportées.

ART. 4. — Le Commissaire aux Colonies et le Commissaire aux Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 4 mai 1944.

DE GAULLE

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Finances,

PIERRE MENDES-FRANCE.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Amandes de Karité

ARRETE N° 1590 SE. du 7 juin 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A. O. F. et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du Secrétariat aux Colonies;

Vu l'arrêté n° 1680/SE. du 3 mai 1943 modifiant l'article 2 de la loi précitée du 14 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur F. O. B. tous ports d'embarquement autres que Dakar et les ports du Sénégal des produits ci-dessous désignés provenant de la récolte 1943-1944 et destinés aux échanges intercoloniaux d'A. O. F. est fixée ainsi qu'il suit à la tonne :

Amandes de karité (expédition en sacs à rendre). 3.600 frs.

ART. 2 — Les Gouverneurs de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, et le Commissaire de la République au Togo, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 7 juin 1944

*P. Le Gouverneur Général empêché,
Le Gouverneur des Colonies,*

*Secrétaire général p. i. du Gouvernement Général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

DIGO

Cour d'assises du Togo

N° 1639 A. J. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

12 juin 1944. — Sont désignés pour former le collège des assesseurs près la Cour d'Assises du Togo pour l'année 1944 :

PREMIERE LISTE

M.M. Berlie Michel, 38 ans, adjoint des services civils Lomé.
Boutet Henri, 44 ans, sous chef de bureau des C. F. T. Lomé.
Cerveaux Lyonel, 40 ans, chef de gare C. F. T. Lomé.
Bastard Marius, 34 ans, agent de la Cie F.A.O. Lomé.
Bonnard Louis, 44 ans, inspecteur des C.F.T. Lomé.
Charrier Pierre, 40 ans, contrôleur des P.T.T. Lomé.
Pinelli Roch, 44 ans, agent comptable principal du C. F. T. Lomé.
Coco Hospice, 41 ans, médecin-auxiliaire principal Lomé.
Toqué Louis, 36 ans, contrôleur des douanes Lomé.
Laporte Roger, 39 ans, payeur Lomé.
Da Costa Soarès Jérôme, 46 ans, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils Lomé.
Piquelin Louis, 44 ans, commerçant Lomé.

DEUXIEME LISTE

M.M. André Robert, 45 ans, administrateur des colonies Lomé.
Bérard Jean, 33 ans, administrateur des colonies Lomé.
Viala Jean, 37 ans, directeur de la succursale de la B. A. O. Lomé.

N° 1642 A. J. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

12 juin 1944. — M. Deluz Georges, Henri, Pierre, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies est nommé membre fonctionnaire près la Cour d'Assises du Togo pour l'année 1944.

Vacances judiciaires

ARRETE N° 1668 A. J. du 15 juin 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les décrets qui l'ont modifié;

Vu le décret du 22 juillet 1939, abrogeant le décret du 16 novembre 1924, et réorganisant la justice française dans le ressort de la Cour d'Appel de l'Afrique Occidentale française;

Sur la proposition du Procureur général Chef du Service judiciaire de l'A. O. F. et du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des vacances judiciaires auront lieu, pour l'année 1944, dans le ressort de la Cour d'Appel de l'A. O. F., du 15 septembre au 15 octobre inclus.

ART. 2. — La Cour d'Appel, les tribunaux de première instance et les justices de paix à compétence étendue, tiendront deux audiences de vacations à des dates fixées par ces juridictions.

ART. 3. — Le chef du service judiciaire de l'A. O. F. et du Togo, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 15 juin 1944.

*Pour le Gouverneur général empêché,
Le Gouverneur des Colonies,
Secrétaire général p. i. du Gouvernement Général
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

DIGO.

Fûts vides métalliques

ERRATUM à l'arrêté n° 1.528 SE du 29 mai 1944.

Au lieu de :

ARTICLE PREMIER. — L'utilisation des fûts vides métalliques de 200 litres à tout autre usage que l'emballage des produits pétroliers, des huiles de palme, d'arachides et de ricin, et du beurre de karité, est interdite.

Lire :

ARTICLE PREMIER. — L'utilisation des fûts vides métalliques de 200 litres à tout autre usage que l'emballage des produits pétroliers, des huiles de palme, d'arachides et de ricin, du beurre de karité, des foies de poissons, des huiles de foies de poissons, des huiles de poissons et des colles et glues de poissons, est interdite.

Le reste sans changement.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Avantages du Secrétaire général du Togo

N° 338 P — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

11 juin 1943. — Le nombre et la catégorie des gens de service dont les salaires sont à la charge du budget local du Togo, ainsi que les moyens de transport mis à la disposition du Secrétaire Général du Territoire, sont fixés comme suit :

A — Moyens de transport :
(matériel et personnel y afférent)

1 automobile,
1 chauffeur.

B — Personnel préposé à la garde de l'Hôtel
du Secrétaire Général et à l'entretien
des cours et jardins :

1 concierge,
1 jardinier.

(Approuvé par cablogramme n° 75 colalg./d. P. B.
en date du 14 juin 1944 du Commissaire aux colonies).

Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 305 AE/1 du 10 juin 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 relatif au mode de publication et de promulgation au Togo des textes réglementaires;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux Sociétés Indigènes de Prévoyance modifié par décrets des 31 juillet 1937 et 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté n° 552 du 7 octobre 1937 réglant au Togo le fonctionnement des Sociétés Indigènes de Prévoyance;

Vu le décret du 28 février 1944 portant modification à l'organisation des Sociétés Indigènes de Prévoyance du Togo;

Vu l'avis exprimé par la Commission Centrale de surveillance en sa séance du 14 avril 1944;

Vu la lettre n° 2818 se/p. du 12 mai 1944 du Gouverneur général Haut-Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées les dispositions des arrêtés 388 du 17 juillet 1937 et 599 du 14 novembre 1937, modifié par arrêté 28 du 17 janvier 1939, portant rétablissement ou création de Sociétés Indigènes de Prévoyance.

ART. 2. — Sont maintenues :

La Société Indigène de Prévoyance du Cercle de Mango créée par arrêté n° 37 du 17 janvier 1935 et rétablie par arrêté 388 du 17 juillet 1937.

La Société Indigène de Prévoyance du Cercle d'Anécho créée par arrêté n° 28 du 17 janvier 1939.

Sont supprimées :

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance des Subdivisions de Sokodé, Lama-Kara et Bassari créées par arrêté n° 399 du 14 novembre 1937; ces sociétés sont fusionnées en une société unique sous le nom de Société Indigène de Prévoyance du Cercle de Sokodé dont les statuts seront soumis à l'approbation du Commissaire de la République.

Les Commandants de Cercle sont présidents de ces sociétés.

ART. 3. — Les Commandants des Cercles d'Anécho, Sokodé et Mango sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 juin 1944

J. NOUTARY

Trypanosomiose animale

ARRETE N° 307 SE. du 10 juin 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 199 A/E. du 3 avril 1943 organisant le Service de l'Élevage au Togo;

Vu l'arrêté N° 550 du 30 octobre 1934 réglementant la Police sanitaire des animaux dans le Territoire au Togo;

Vu l'arrêté N° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Deux cas de trypanosomiose ayant été constatés chez des chevaux à Lomé depuis le début de l'année;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Tout animal des espèces bovine, chevaline, asine, et mulassière, atteint de trypanosomiose aiguë doit être isolé des animaux sains.

ART. 2. — Si la maladie prend un caractère incurable, l'abatage peut être ordonné après avis du Chef du Service de l'Élevage.

ART. 3. — Les malades ne peuvent être vendus que pour la boucherie.

ART. 4. — Le Commandant de Cercle de Lomé et le Chef du Service de l'Élevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 juin 1944

J. NOUTARY

Ecole professionnelle d'Agriculture

ARRETE N° 309 AGRO du 14 juin 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo, à l'exception du personnel des Travaux Publics, de la T. S. F., des Chemins de Fer et du Wharf et les textes modificatifs notamment l'arrêté n° 562 r/Pel du 2 octobre 1942;

Vu l'arrêté n° 665/e. du 9 mai 1944 du Dahomey portant réorganisation de l'Ecole Professionnelle d'Agriculture de Porto-Novo;

Vu l'arrêté n° 562 du 8 décembre 1935 déterminant les conditions dans lesquelles les jeunes gens originaires du Togo peuvent être admis à suivre les cours de l'Ecole Professionnelle d'Agriculture de Porto-Novo modifié par l'arrêté n° 23 du 18 janvier 1936;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 562 du 8 décembre 1935 est et demeure abrogé.

ART. 2. — Dans le but de parfaire la formation théorique et pratique de futurs cultivateurs appelés à diriger leur exploitation agricole, de former des candidats éventuels aux cadres locaux des Services de l'Agriculture, de l'Élevage, des Eaux et Forêts et du personnel technique pour les sociétés de prévoyance et les exploitations privées, des élèves pourront être envoyés par le Territoire du Togo suivre les cours à l'Ecole professionnelle d'Agriculture de Porto-Novo où ils constitueront une section spéciale.

ART. 3. — Le recrutement a lieu par voie de concours parmi les jeunes gens pourvus du Certificat d'études primaires élémentaires.

Les candidatures des élèves originaires d'autres colonies du groupe ne seront agréées qu'après approbation du Commissaire de la République sur proposition du Chef du Service de l'Agriculture.

Le concours d'entrée a lieu :

Ecrit, dans les chefs-lieux de cercle ;

Oral, à Lomé.

Les candidats à l'écrit et les admissibles à l'oral se déplaceront à leurs frais.

Toutefois la gratuité du transport sera accordée aux candidats du Nord-Togo (cercles de Sokodé et Mango) et à ceux faisant partie de familles reconnues nécessiteuses, sur proposition motivée du Commandant de cercle. Il leur sera délivré une réquisition aller et retour, dernière catégorie.

ART. 4. — Les candidats doivent être âgés de 15 ans au moins et de 17 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours; aucune dispense ne sera accordée.

Tout candidat doit produire 1 mois au moins avant la date du concours fixée par décision du Commissaire de la République :

a) Une demande d'inscription sur papier libre adressée au Commissaire de la République;

b) Une expédition de l'acte de naissance, ou pièce en tenant lieu;

c) Un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une bonne santé, qu'il a été vacciné et indemnié de toute affection tuberculeuse, enfin qu'il est de constitution robuste immédiatement apte à exercer la profession d'agriculteur. Poids minimum : 45 kilogrammes.

Une contre-visite des élèves admis aura lieu lors de l'entrée à l'école par le médecin contrôleur des écoles.

d) Un état du directeur d'école portant indication du classement pendant les deux dernières années scolaires ainsi qu'une appréciation précise sur le travail, les aptitudes, le caractère et la conduite du candidat.

e) Une attestation de l'obtention du Certificat d'études primaires élémentaires, signée du Chef du Service de l'Enseignement.

f) Un engagement du père ou à défaut du tuteur de reverser au Territoire le montant des frais d'études et d'internat, en cas de départ volontaire de l'Ecole ou de licenciement pour tout motif autre que raison de santé de leur fils ou pupille.

Cet engagement sera signé en présence du Commandant de Cercle qui légalisera la signature. Si le père ne sait pas signer la certification sera faite en présence de deux témoins dont la signature sera légalisée.

g) Une notice établie par l'administrateur de sa résidence conformément au modèle fourni par le Chef du Service de l'Agriculture.

Ce dossier devra être adressé par les soins du Directeur d'Ecole au Chef du Service de l'Enseignement qui le transmettra au Chef du Service de l'Agriculture.

La liste des candidats autorisés à se présenter au concours sera adressée en temps utile aux Commandants des cercles intéressés.

ART. 5. — Les dates du concours ainsi que le nombre des candidats à admettre sont fixés chaque année par décision du Commissaire de la République sur proposition du Chef du Service de l'Agriculture.

Les épreuves sont subies au chef-lieu de chaque cercle sous la surveillance d'une commission comprenant :

Président :

Le Commandant de cercle ou son délégué.

Membres :

Un agent du Service de l'Agriculture (cadre général ou cadre commun supérieur de l'A. O. F. ou cadre local du Togo) ou à défaut un fonctionnaire désigné par le Commandant de Cercle;

Le directeur de l'école régionale ou à défaut un instituteur du cadre commun secondaire de l'A. O. F. ou du cadre local du Togo.

ART. 6. — Les matières des épreuves écrites ou orales sont tirées des programmes de la 2^{ème} année du cours moyen.

Les épreuves écrites sont fixées par le Chef du Service de l'Agriculture du Dahomey.

Les plis cachetés contenant les épreuves sont ouverts par le président de la commission de surveillance, le jour de l'examen en présence des candidats au fur et à mesure qu'ils s'effectuent les compositions.

ART. 7. — Les épreuves écrites comprennent :

1^{re} Une épreuve d'orthographe composée d'une dictée et d'un questionnaire portant sur la connaissance de la langue et l'intelligence du texte. Les questions sont dictées; 45 minutes sont accordées pour les traiter (sans coefficient).

Un nombre de fautes égal ou supérieur à 5 à la dictée entraîne l'élimination du candidat.

2^{re} Une épreuve de composition française; durée : 2 heures (coefficient 2).

3° Deux problèmes portant sur l'arithmétique, le système métrique, la géométrie; durée : 2 heures (coefficient 2).

Les épreuves orales comprennent :

1° Une épreuve de calcul mental comportant la résolution de 10 questions par les procédés de calcul rapide;

2° Une épreuve de lecture courante;

3° Une interrogation sur le texte lu : sens des mots, intelligence du texte, question de grammaire;

4° Une épreuve de sciences usuelles appliquées à l'hygiène et à l'agriculture locale;

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20, la note 0 est éliminatoire.

Les épreuves écrites ont lieu au cours d'une même journée :

Matin : Orthographe, composition française;

Soir : Calcul.

Elles commenceront le matin à 7 heures 30 et le soir à 14 heures 30.

Sont déclarés admissibles aux épreuves orales les candidats qui, n'ayant pas de note éliminatoire, réunissent un minimum de 50 points pour l'ensemble des épreuves écrites.

Au total des notes de l'examen écrit et oral s'ajoutera une note de dossier attribuée par le jury de l'examen (coefficient 1)

Les épreuves sont, en présence des membres de la Commission et des candidats, placées sous pli cacheté puis paraphé. L'ensemble est placé sous enveloppe cachetée, portant mention : Concours d'entrée à l'Ecole professionnelle d'Agriculture et envoyée recommandée au Commissaire de la République qui les adressera au Gouverneur du Dahomey.

Les candidats déclarés admissibles aux épreuves orales sont ensuite convoqués en temps voulu.

ART. 8. — Une commission composée comme suit se réunit pour procéder à l'oral du concours :

Président :

Le Secrétaire général ou son délégué.

Membres :

Le Chef du Service de l'Agriculture ou son délégué;

Un fonctionnaire de l'Enseignement proposé par le Chef du Service de l'Enseignement;

Un fonctionnaire du cadre général des services de l'Agriculture ou du cadre commun supérieur des Conducteurs des Travaux agricoles de l'A. O. F. ou du cadre local européen des Travaux agricoles et forestiers du Togo.

Elle prépare la liste des candidats par ordre de mérite.

Une liste supplémentaire peut, s'il y a lieu, être établie.

Nul ne peut figurer sur ces listes s'il n'a obtenu la moyenne de 10 pour l'ensemble des épreuves.

Une décision du Commissaire de la République prononce l'admission définitive des candidats.

ART. 9. — Le régime des études est de 2 ans. Les élèves reçoivent une bourse dont le montant est fixé au début de l'année scolaire par le Gouverneur du Dahomey et sont soumis au même régime que les élèves de la Section Dahoméenne.

Il sera versé au budget local du Dahomey une certaine somme fixée par le gouverneur de ladite colonie par élève et par an pour participation du Territoire aux frais généraux de l'établissement.

En outre, le Territoire du Togo prendra à sa charge partie du taux des indemnités aux chargés de cours proportionnellement au nombre d'élèves du Togo.

ART. 10. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1944

J. NOUTARY

Main-d'œuvre pénale

ARRETE N° 312 F. du 15 juin 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 468 du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo;

Vu l'arrêté N° 158/F. du 24 mars 1944 fixant à nouveau les taux de cession de main-d'œuvre pénale;

Vu le T. L. N° 514 en date du 5 juin 1944 du Chef de Subdivision de Tsévié et la transmission N° 894 en date du 9 juin 1944 du Commandant de Cercle de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est complété comme suit l'article premier de l'arrêté N° 158/F. du 24 mars 1944 susvisé :

Cercle de Lomé

Subdivision de Tsévié. — Camp pénal du

km. 39. 13 frs. —

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui est applicable pour compter de la date d'installation du camp pénal, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 Juin 1944

J. NOUTARY.

Salaires des travailleurs indigènes

ARRETE N° 315 A. P. A. du 17 juin 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 8 avril 1938 portant détermination du taux minimum des salaires à allouer aux travailleurs indigènes dans le Territoire du Togo et réglementation de la durée de la journée de travail;

Vu l'arrêté local n° 685 du 15 décembre 1938 fixant le taux minimum des salaires à allouer aux travailleurs indigènes au Togo;

Vu le décret du 12 septembre 1939 relatif à la durée du travail dans les territoires relevant du ministère des colonies;

Vu l'arrêté général n° 656 APA. du 17 février 1943 relatif à la rémunération des employés et salariés des entreprises privées et des particuliers;

Vu le décret du 17 janvier 1944 donnant force de décret à l'arrêté général n° 656 AP. du 17 février 1943;

Après consultation de la Chambre de Commerce;

Le Conseil d'Administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le présent arrêté, pris en application du décret du 8 avril 1938 et de l'arrêté général n° 656 A. P. du 17 février 1943, a pour but de fixer, à titre provisoire, les taux des salaires minima et des salaires normaux à allouer aux travailleurs indigènes, pour une journée de travail de huit heures, comprise, sauf pour les domestiques et les gens de maison, entre six heures et dix-huit heures.

La durée de la journée de travail pourra, toutefois, être portée à neuf heures dans les entreprises agricoles, sur la demande de l'employeur.

Les salaires normaux constituent des salaires maxima.

ART. 2. — Les différentes catégories professionnelles de salariés sont les suivantes :

Catégorie A — Manœuvres non spécialisés.

Catégorie B — Personnel subalterne d'exécution et manœuvres spécialisés.

Catégorie C — Domestiques et gens de maison.

A — Manœuvres non spécialisés.

ART. 3. — La rémunération des manœuvres non spécialisés employés dans les entreprises commerciales, industrielles ou agricoles se compose de deux éléments :

1° — le salaire proprement dit;

2° — la ration alimentaire;

ART. 4. — Les taux minima et maxima des salaires à allouer aux manœuvres non spécialisés sont les suivants :

PREMIERE ZONE

Commune-mixte de Lomé et centres urbains d'Anécho, Atakpamé et Palimé.

<u>Salaire minimum</u>	<u>Salaire normal ou maximum</u>
10 francs, se décomposant comme suit :	15 francs, se décomposant comme suit :
4 frs. 50, représentant le salaire;	9 frs. 50, représentant le salaire;
5 frs. 50, représentant la ration;	5 frs. 50, représentant la ration;

DEUXIEME ZONE

Cercles de Lomé, Anécho, Atakpamé et subdivision de Palimé (non compris la commune-mixte de Lomé et les centres urbains d'Anécho, Atakpamé et Palimé).

<u>Salaire minimum</u>	<u>Salaire normal ou maximum</u>
9 francs, se décomposant comme suit :	14 francs, se décomposant comme suit :
4 francs, représentant le salaire;	9 francs, représentant le salaire;
5 francs, représentant la ration;	5 francs, représentant la ration;

TROISIEME ZONE

Tous autres lieux.

<u>Salaire minimum</u>	<u>Salaire normal ou maximum</u>
8 francs, se décomposant comme suit :	12 francs, se décomposant comme suit :
3 frs. 50, représentant le salaire;	7 frs. 50, représentant le salaire;
4 frs. 50, représentant la ration;	4 frs. 50, représentant la ration;

ART. 5. — La ration doit être fournie en nature. Toutefois, elle peut être remplacée par une indemnité représentative, en argent, sur les bases fixées à l'article 4 lorsque la famille du travailleur réside à proximité du lieu d'emploi ou lorsque le travailleur demande expressément à bénéficier de l'indemnité représentative.

La composition de la ration fournie en nature au travailleur, comportera au minimum les éléments suivants :

- 1° — Une ration de légumes;
- 2° — Une ration d'albuminoïdes;
- 3° — Une ration de graisse et condiments.

a) — La ration de légumes sera composée de l'un des éléments ci-après :

Farine de maïs, ou de mil ou de riz	
en grains.	600 grammes
Gari.	700 —
Igname desséchée	500 —
Mil en grains	1.000 —
Haricots.	300 —
Igname fraîche, manioc ou patates fraîches	3.000 —

b) — La ration d'albuminoïdes sera composée de l'un des éléments ci-après :

Viande fraîche	250 grammes
Poisson frais	300 —
Poisson sec ou fumé	125 —

c) — Les rations de graisse et de condiments seront composées des éléments ci-après :

1° — Huile de palme ou d'arachides, beurre de karité ou saindoux	50 grammes
2° — Sel de cuisine	15 —
3° — Piment ou condiments similaires	10 —

La ration d'huile peut être remplacée par 100 grammes d'arachides décortiquées.

ART. 6. — Le taux des salaires applicables aux femmes et aux jeunes gens de moins de 17 ans, est réduit de 20 %. Les taux de la ration fixée par les articles 4 et 5 du présent arrêté sont réduits à 15 %.

B — Personnel subalterne d'exécution et manœuvres spécialisés

	SALAIRE MINIMUM	SALAIRE NORMAL ou MAXIMUM	MODE de RÉTRI- BUTION
1^o — Bureaux et Magasins :			
Chef-comptable, chef-magasinier et chef-caissier	frs. 1.000,—	frs. 3.500,—	par mois
Gérant d'organe et de factorerie	400,—	3.000,—	—
Comptable, caissier	500,—	2.500,—	—
Sténo-dactylographe	800,—	2.500,—	—
Dactylographe — Secrétaire	500,—	2.000,—	—
Magasinier	500,—	1.200,—	—
Dactylographe, commis aux écritures	400,—	1.000,—	—
Boutiquier	300,—	1.000,—	—
Apprentis et stagiaires	200,—	300,—	—

2^o — Conducteurs d'auto :

Tourisme	15,—	25,—	par jour
Poids lourds (a)	15,—	30,—	—
Transports en commun (a)	15,—	35,—	—

3^o — Ateliers, fabriques, garages et bâtiments :

Chefs d'atelier et chefs mécaniciens (b)	20,—	100,—	par jour
Contre-maîtres, chefs d'équipe	15,—	75,—	—
Machinistes	25,—	50,—	—
Ouvriers spécialisés (forgeron, menuisier, charpentier, peintre, maçon)	15,—	50,—	—
Aides-ouvriers	12,—	20,—	—
Apprentis (après 6 mois)	5,—	12,—	—

4^o — Manœuvres spécialisés :

Pointeurs	12,—	20,—	par jour
Emballeurs	12,—	20,—	—
Presseurs	12,—	20,—	—
Egreneurs	12,—	20,—	—

C — Domestiques et gens de maison

Cuisinier	300,—	600,—	par mois
Boy	200,—	500,—	—
Petit boy, marmiton	75,—	200,—	—
Blanchisseur	50,—	100,—	par personne et par mois, non compris les ingrédients.
Lingère, couturière	8,—	15,—	par jour

a) — Non compris primes éventuelles de rendement ou d'entretien ;

b) — L'appellation de chef ne s'applique qu'à des employés capables par leurs connaissances et leur ascendant personnel de commander des subordonnés et de diriger leur travail et remplissant effectivement cette fonction.

ART. 7. — Les taux ci-dessus sont exclusifs de tout avantage accessoire, en espèces ou en nature, à l'exception des gratifications en usage dans le commerce.

ART. 8. — Les taux des salaires fixés aux articles 4 et 6, pourront être majorés de quinze pour cent (15%) lorsque le travail sera effectué en dehors des heures normales de travail.

Cette majoration pourra être portée à cinquante pour cent (50%) pour les travaux de nuit.

ART. 9. — Les taux des salaires fixés à l'article 6 pour la catégorie B. des salariés (3^o — Ateliers, fabriques, garages et bâtiments) pourront entrer en vigueur pour compter du 1^{er} mai 1944.

ART. 10. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des peines prévues aux articles 6 et 8 de l'arrêté général n° 656 A. P. du 17 février 1943.

ART. 11. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 juin 1944.

J. NOUTARY.

Marchés

ARRETE N° 316 F. du 17 juin 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies ;

Vu le décret du 18 novembre 1882, modifié par les décrets des 23 août 1919, 2 avril 1927, 19 octobre 1939 et 11 avril 1944 relatifs aux marchés publics ;

Vu l'arrêté N° 256 du 19 mai 1944 promulguant au Togo le décret du 11 avril 1944 susvisé ;

Vu les conditions générales pour les fournitures de toutes espèces à exécuter en vertu de marchés passés par l'administration dans le Territoire du Togo, arrêtées le 25 août 1938 en Conseil d'Administration ;

Sur la proposition du Chef du Bureau des Finances et du Matériel ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 22, 41 et 43 des conditions générales sont modifiés comme suit :

Article 22.

Les présentes conditions générales sont applicables :

1^o — aux achats exécutés sur conventions verbales dont le montant n'excède pas 100.000 francs.

2^o — aux travaux et transports dont la valeur n'excède pas 80.000 francs et qui peuvent être exécutés sur simple mémoire ;

pour tout ce qui est compatible avec ce mode de traité.

Article 41**1^{er} alinéa**

Des marchés de gré à gré peuvent être conclus dans les cas exceptionnels déterminés par l'article 18 du décret du 18 novembre 1882 modifié par ceux des 23 août 1919, 2 avril 1927, 19 octobre 1939 et 11 avril 1944.

3^{me}, 4^{me}, 5^{me} et 6^{me} alinéas supprimés et remplacés par alinéa unique ci-après :

Sauf cas prévu au paragraphe 1^{er} aucune limite de somme n'est imposée pour les marchés à conclure en vertu des autres paragraphes de l'article 18 précité.

Le reste sans changement.

Article 43

Conformément à l'article 22 du décret du 18 novembre 1882 les fournitures dont la valeur n'excède pas 100.000 francs peuvent faire l'objet d'achat de gré à gré sur facture.

La dépense de marché écrit s'entend aux travaux et transports dont la valeur n'excède pas 80.000 francs et qui peuvent être exécutés sur simple mémoire.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 Juin 1944.

J. NOUTARY

Energie électrique

DECISION N° 266 TP. du 17 juin 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les propositions en date du 16 mai 1944 de la Société concessionnaire;

Sur la proposition du Chef du Service des Travaux Publics et des Mines du Togo, chargé du contrôle de la distribution de l'énergie électrique;

Le Conseil d'Administration entendu;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique est fixée ainsi qu'il suit pour le 2^{me} semestre 1944 :

C ^o .	1.175,1919
C ⁱ .	5,968
M ^o .	1,7242
M ⁱ .	2,406
P.	387,5
P.	565,

ART. 2. — En application de ces coefficients, les différents tarifs à mettre en vigueur pendant le deuxième semestre 1944 sont ainsi déterminés :

A. — Pour les particuliers :

1 ^o) Pour Lomé	Prix du kwh — lumière :	11,35
	— — — force :	8,96
2 ^o) Pour Anécho	Prix du kwh — lumière :	12,54
	— — — force :	10,15

B. — Pour l'Administration :

1 ^o) Pour Lomé	Prix du kwh — lumière :	9,68
	— — — force :	7,77
2 ^o) Pour Anécho	Prix du kwh — lumière :	10,87
	— — — force :	8,96

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 17 juin 1944

J. NOUTARY

Comptabilité générale des matières

ARRETE N° 317 F. du 19 juin 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'instruction générale sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat au compte du département des Colonies du 16 janvier 1905;

Vu l'arrêté du 12 avril 1927 réglementant la Pharmacie d'approvisionnement, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'instruction portant règlement sur la comptabilité générale des matières, objet de la circulaire N° 2442 du 28 décembre 1938;

Vu l'arrêté N° 22 du 14 janvier 1939 relatif à la comptabilité générale des matières;

Vu le rapport N° 26/PA. en date du 18 avril 1944 du pharmacien, gestionnaire de la pharmacie d'approvisionnement, et la transmission N° 348/ss. en date du 25 avril 1944 du Chef du Service de Santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue applicable à la pharmacie d'Approvisionnement du Territoire du Togo l'Instruction portant règlement sur la comptabilité générale des matières, objet de la circulaire n° 2442 du 28 décembre 1938.

ART. 2. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1945, pour la gestion 1945, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 Juin 1944

J. NOUTARY

(Voir circulaire n° 2442 du 28 décembre 1938 au supplément au J. O. Togo n° 365 du 1^{er} janvier 1939).

Marchandises d'importation**ARRETE N° 326 AE. du 23 juin 1944.**L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 1042 SEC/7 du 8 avril 1944;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — Est rapporté l'arrêté 280 du 26 mai 1944.**ART. 2.** — M. Piquelin, commerçant, aura droit à 1% des marchandises importées sous contrôle administratif et qui seront réparties à compter du 1^{er} juin 1944 en application des dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 8 avril 1944 susvisé.**ART. 3.** — Sur la masse des marchandises provenant de C. C. E. et à répartir, 10% seront attribuées, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté 1042 susvisé, dans les conditions suivantes :

Etablissements R. EYCHENNE.	4%
S. C. O. A.	2%
S. G. G. G.	2%
F. A. O.	1%
M. KALIFE	1%

ART. 4. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des sanctions prévues par l'article 14 de l'arrêté 1042 SEC/7 du 8 avril 1944.**ART. 5.** — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des P. T. T. et dans tous les lieux publics.

Lomé, le 23 Juin 1944

J. NOUTARY

Police sanitaire des animaux**ARRETE N° 327 APA du 23 juin 1944.**L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Cameroun et au Togo;

Vu le décret du 7 décembre 1915 relatif à la police sanitaire des animaux en Afrique Occidentale Française, modifié par le décret du 14 avril 1920;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — Pour l'exécution des mesures édictées par l'autorité administrative, notamment des mesures de prophylaxie, en application du décret du 7 décembre 1915, relatif à la police sanitaire des animaux en Afrique Occidentale Française, modifié par

le décret du 14 avril 1920, les éleveurs et les propriétaires d'animaux qui ne s'adonnent pas directement et personnellement à leur industrie, seront tenus de désigner des mandataires chargés de les représenter auprès des autorités administratives et agréés par elles.

Les mandataires devront être âgés de plus de 18 ans.

ART. 2. — Les éleveurs et les propriétaires de petits troupeaux, qu'ils s'occupent personnellement ou non de leurs animaux, pourront être tenus de désigner un mandataire commun dans les conditions de l'article premier.

Un même mandataire ne pourra avoir à charge plus de cent têtes de bétail.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies des peines prévues à l'article 4 du décret du 7 décembre 1915.**ART. 4.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juin 1944

J. NOUTARY

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Nomination**

Par décision n° 256 P. du :

12 juin 1944. — M. Villedon de Naide Marc, Contrôleur avant 18 mois du cadre commun supérieur des Eaux et Forêts de l'A. O. F., nouvellement affecté au Togo est nommé Chef de la section des Eaux et Forêts au bureau des Affaires Economiques.

M. Villedon de Naide est, serment préalablement prêté, habilité, conformément aux dispositions de l'article 46 du décret du 5 février 1938, et en l'absence d'Officiers forestiers, à exercer directement les actions et poursuites judiciaires, concernant les infractions au règlement forestier, devant les juridictions françaises et indigènes.

M. Villedon de Naide est, en outre, habilité à prononcer à l'encontre du personnel indigène placé sous son autorité, les sanctions disciplinaires prévues au paragraphe A de l'article 26 de l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934.

Par décision n° 272 P. du :

22 juin 1944. — M. Barma Victor, adjoint principal de classe exceptionnelle des Services Civils des Colonies, Chef de la Subdivision de Dapango, est nommé, provisoirement et cumulativement avec ses fonctions actuelles, Agent spécial et Secrétaire-Trésorier de la Section de la S. I. P. à Dapango, pour compter du 1^{er} juillet 1944.

Agents auxiliaires**Nomination**

Par décision n° 273 P. du :

22 juin 1944. — Mme Villedon de Naide Etienne Rosalie, institutrice auxiliaire, précédemment en service en Côte-d'Ivoire, est agréée en qualité d'institutrice auxiliaire 4^{me} échelon et mise à la disposition du Chef du Service de l'Enseignement.

Mme Villedon de Naide, titulaire du Brevet Supérieur, aura droit à l'indemnité de diplôme prévue à l'article 10 du Règlement du 24 février 1944.

Démission

Par décision n° 267 P. du :

20 juin 1944. — Est acceptée, pour compter du 8 juin 1944, la démission de son emploi offerte par M^{lle} Verheyde Raymonde, en religion Sœur Marie-Immaculée, sage-femme, directrice de la maternité de Vogan.

PERSONNEL INDIGÈNE**Titularisation**

Par arrêté n° 311 P. du :

15 juin 1944. — Les institutrices stagiaires du cadre commun secondaire de l'A. O. F. dont les noms suivent :

Mlles Kpodar Cécile, en service à l'Ecole ménagère de Lomé

d'Almeida Véronique, en service à l'Ecole ménagère de Lomé

Lawson Hélène, en service à l'Ecole ménagère d'Anécho

sont titularisées et nommées institutrices adjointes de 4^{me} classe pour compter du 25 février 1944, date à laquelle elles ont accompli leurs 2 années de stage réglementaires.

Nominations

Par arrêté n° 320 P. du :

22 juin 1944. — Le moniteur agricole de 1^{re} classe du cadre local subalterne Mensah Kloussé Joseph, en service à Lomé, est nommé Agent d'Agriculture de 5^{me} classe du cadre local supérieur du Togo pour compter du 1^{er} juillet 1944.

Par arrêté n° 321 P. du :

22 juin 1944. — Le nommé Adioshon Odoudé Nicolas est agréé dans le cadre local des douanes du Togo, en qualité de préposé stagiaire (1^{er} échelon).

Il est mis à la disposition du Chef du Service des Douanes.

Affectations

Par décision n° 257 P. du :

12 juin 1944. — Le mécanicien-conducteur de 1^{re} classe Allen K. Andréas, en service à Lomé, est mis à la disposition du Chef de la Subdivision de Tsévié, pour compter du 1^{er} juin 1944.

Par décision n° 258 P. du :

12 juin 1944. — Les affectations suivantes sont prononcées dans le personnel des sages-femmes auxiliaires :

Mme Becker Sophie, sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe, nouvellement détachée au Togo, est affectée à Palimé, en remplacement de la sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe Bonin Louise, décédée.

Mme Veuve d'Almeida Christine, sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe est affectée à Atakpamé à l'expiration de son congé.

Mlle Koukoui Julie, sage-femme auxiliaire de 3^e classe stagiaire, provisoirement en service à Atakpamé, est affectée à la maternité de Lomé.

Par décision n° 261 P. du :

15 juin 1944. — Le maître-ouvrier de 7^e classe Gbénéndji Venance, en service aux Travaux Publics à Lomé, est mis provisoirement à la disposition du Commandant de Cercle du Centre à Atakpamé, pour compter du 19 juin 1944.

Par décision n° 263 P. du :

17 juin 1944. — Le Commis d'Administration de 2^e classe Pindra François, en service au Bureau des Finances à Lomé, est affecté à Mango en qualité d'Agent spécial, dépositaire comptable, surveillant-chef de la prison et secrétaire-trésorier de la S.I.P., en remplacement du Commis d'Administration de 1^{re} classe Adotévi Barthélémy.

Par décision n° 269 P. du :

20 juin 1944. — Les affectations suivantes sont prononcées dans le personnel de la santé :

Mlle Koukoui Julie, sage-femme auxiliaire de 3^e classe stagiaire, précédemment affectée à la Maternité de Lomé, est mise à la disposition du médecin, chef de la subdivision sanitaire d'Anécho pour servir à la maternité de Vogan, en remplacement de Mlle Verheyde Raymonde, en religion Sœur Marie-Immaculée, sage-femme diplômée de l'Etat, démissionnaire.

M. Devo Joseph, médecin-auxiliaire de 2^e classe, de retour de congé, est provisoirement affecté à l'hôpital de Lomé.

Par décision n° 274 P. du :

22 juin 1944. — Le moniteur auxiliaire agricole de 4^e classe Atohoun Célestin, en service dans la Circonscription agricole du Nord, est affecté à la Circonscription agricole du Centre pour servir dans la Subdivision d'Atakpamé.

Agents auxiliaires**Affectation**

Par décision n° 259 P. du :

12 juin 1944. — L'opérateur radioélectricien auxiliaire échelle 2 — échelon 1, Bossou Augustin, en service à Mango, est affecté à la Station principale de Lomé.

Démission

Par décision n° 275 P. du :

22 juin 1944. — Est acceptée, pour compter du 16 juillet 1944, la démission de son emploi offerte par le Commis auxiliaire, Echelle 1 — Echelon 8, Darku Emmanuel, en service au Bureau des Affaires Economiques.

Révocation

Par décision N° 276 P. du :

22 juin 1944. — L'agent d'hygiène auxiliaire échelle 2, échelon 3, Sènwawo Jean, en service à Anécho, est révoqué de ses fonctions pour compter du 5 juin 1944, date à laquelle il a été condamné par le Tribunal du 1^{er} degré d'Anécho à un mois de prison avec sursis et cinq cents francs d'amende ferme pour détention d'alcool de traite.

Gardes forestiers**Affectation**

Par décision N° 268 P. du :

20 juin 1944. — Le garde forestier stagiaire de Souza Léon, en service à Lama-Kara, est mis à la disposition du Commandant de Cercle du Centre pour servir à Nuatja.

Gardes-frontières**Suspension de fonctions**

Par arrêté N° 314 P. du :

17 juin 1944. — Le garde-frontière de 3^{ème} classe Vikoun Robert, en service à la Brigade des Douanes à Lomé est, et ce jusqu'à intervention du jugement par le Tribunal compétent, suspendu de ses fonctions pour compter du 7 juin 1944, date à laquelle il a été inculpé de vols et laissé en liberté provisoire.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut dégage de tous accessoires de solde.

Révocation

Par arrêté N° 308 P. du :

14 juin 1944. — Les agents ci-dessous dénommés, en service à la Brigade des Douanes à Lomé, sont révoqués de leurs fonctions pour compter du 1^{er} juin 1944, date à laquelle ils ont été condamnés par le Tribunal Colonial d'Appel de Lomé aux peines ci-après pour corruption passive de fonctionnaire :

Ayité Ayikoué Edouard, garde-frontière stagiaire, un an de prison, incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public ;

Toussaint Amavi Joseph, garde-frontière stagiaire, trois ans d'emprisonnement, incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public.

Forces de Police

Par arrêté N° 319 BM du :

21 juin 1944. — Sont agréés à la 2^{ème} Compagnie de Milice en qualité de stagiaires catégorie B, pour compter du 1^{er} juin 1944, les indigènes volontaires dont les noms suivent :

Soglo Pierre, mle M/1167 BD
Simon's de Fanté Jacob, mle M/1168 BT
Etsé Pierre, mle M/1169 BT
Dokta Kowou, mle M/1170 BT.

DIVERS**Association**

Par arrêté n° 318 A.P.A. du :

21 juin 1944. — Est autorisée dans le Territoire du Togo la constitution d'une association dénommée : « Tugba Habobo ou Tugba-Union » dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Chambre de Commerce

Par arrêté n° 313 A.P.A. du :

16 juin 1944. — M. Conus (Albert), agent fondé de pouvoirs de la S. C. O. A., est substitué à M. Trosselly, sur la liste des électeurs établie par l'arrêté n° 87 du 21 février 1940, pour le renouvellement du Bureau de la Chambre de Commerce du Togo.

Ecole professionnelle d'Agriculture

Par décision n° 260 AGRO du :

14 juin 1944. — Le concours prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 309 Agro. du 14 juin 1944 pour le recrutement d'élèves pour l'Ecole professionnelle d'Agriculture de Porto-Novo aura lieu dans les centres suivants, le 30 juin 1944 :

Lomé, Anécho, Atakpamé, Palimé, Sokodé, Mango.
Le nombre de places mises au concours est de 4.

Résidence obligatoire

Par arrêté n° 310 A.P.A. du :

14 juin 1944. — Est astreint à la résidence obligatoire à Atakpamé (Cercle du Centre), pendant une durée de trois ans, pour compter du 18 juillet 1944, date de l'expiration de sa peine de prison, le nommé Maman Dôgo, âgé de 60 ans environ, né à Alédjo-Kadara (Subdivision de Sokodé), vers 1884, fils de feu

Abodji et de feu Bassa, domicilié à Alédjo-Kadara, détenu à la prison de Sokodé, condamné à deux ans d'emprisonnement et trois ans d'interdiction de séjour pour concussion, par jugement n° 34 du 27 juillet 1942 du Tribunal de premier degré de Sokodé.

Textes publiés à titre d'information

GOVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

DÉLÉGATION PRÊT-BAIL

INSTRUCTION

pour l'application des accords d'aide mutuelle
franco-britannique

N° 3501 F. P. B. — DAKAR, LE 31 MARS 1944

I. — Preamble.

L'application des accords d'aide mutuelle a fait l'objet de trois instructions générales émanant du Commissariat des Finances à Alger :

Instruction générale n° 1, du 25 octobre 1943;

Instruction générale n° 2, du 7 janvier 1944;

Instruction générale n° 3, du 25 février 1944.

Ces documents qui ont été adressés aux colonies, concernent plus spécialement le fonctionnement de la délégation centrale de Dakar. Aussi, a-t-il paru nécessaire d'adapter les directives du Commissariat aux Finances à l'organisation administrative de l'Afrique occidentale française et du Togo. Tel est le but de la présente instruction.

II. — Principe

I. — L'article 3 du protocole franco-britannique (dont copie a été adressée aux colonies par lettre n° 2431 F. du 7 mars 1944) prévoit que le Comité français de la Libération nationale fournit à titre gratuit au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord les fournitures, facilités et services nécessaires pour l'entretien des forces armées britanniques. L'article 4 fixe comme conditions l'obligation pour les services britanniques de s'adresser aux administrations et services officiels français. L'article 5 prévoit toutefois des exceptions à cette règle. Ces exceptions sont énumérées dans une lettre du 21 février 1944 du Commissaire aux Finances au Représentant britannique auprès du Comité français de la Libération nationale dont copie a également été transmise aux colonies.

II. — Le paiement des fournitures, facilités et services est effectué par les autorités françaises sur un compte spécial ouvert au Trésor par arrêté du 16 février 1944 du Commissaire aux Finances (J. O. A. O. F. du 25 mars 1944, p. 244).

III. — Passation des commandes

Les commandes sont passées aux autorités françaises énumérées pour chaque colonie ou territoire, au tableau joint à la lettre d'envoi de la présente instruction par les autorités britanniques figurant également au même tableau.

Elles sont effectuées sous forme de remise d'un bon de commande ou réquisition (modèle avec quelques variantes de détail, joint à l'instruction générale n° 1) en 4 exemplaires : 1 exemplaire sera rendu à l'officier requérant après enregistrement au registre décrit à l'article 4;

1 sera gardé comme enregistrement de la commande par le service intéressé;

2 seront acheminés sur l'établissement chargé de délivrer la marchandise ou d'effectuer le service.

Normalement, les bons de commandes devraient être en possession des autorités britanniques requérantes. Toutefois il a été convenu avec le Représentant central britannique de Dakar que pour la « Royal Navy » un stock de ceux-ci sera envoyé aux autorités civiles françaises qui auront à prêter leur aide aux navires de Sa Majesté.

IV. Exécution des commandes

D'une manière générale, les commandes alliées seront exécutées en suivant les règles administratives en vigueur pour la réalisation des besoins intérieurs.

Il y a lieu toutefois de noter les exceptions ci-après :

1^{re} — Les dépenses étant imputables sur un compte de trésorerie, la délégation de crédits préalable n'est pas nécessaire;

2^{re} — Comme conséquence, la tenue d'une comptabilité spéciale d'engagement de dépense devient inutile.

Par contre, les réquisitions seront enregistrées sur un registre spécial afin de permettre d'en suivre l'exécution.

Ce registre donnera les renseignements suivants :

1^{re} — Numéro d'ordre, qui sera celui reporté sur la case n° 8 au verso du bon de commande, et qui sera toujours précédé des lettres BFA. ;

2^{re} — Numéro du service allié;

3^{re} — Date du bon de commande;

4^{re} — Désignation du service allié requérant;

5 ^{re} — Nature de la commande	} Désignation des fournitures, etc.; — Unité; Quantités demandées;
6 ^{re} — Service ou maison de commerce chargé d'exécuter la commande;	
7 ^{re} — Quantités livrées;	

8 ^{re} — Renseignements sur la facture	} Numéro; Date; Montant;
9 ^{re} — Règlement de la facture	
10 ^{re} — Observations.	

	} N° de l'ordre de paiement; Date; Montant;

V. — Règlement des dépenses

Lorsque le requérant allié prendra livraison des fournitures, matériaux, etc., ayant fait l'objet de la commande, il devra obligatoirement être donné décharge par un officier (1). Cette décharge sera donnée dans la case 9, au verso des deux réquisitions remises à l'établissement chargé de l'exécution de la commande.

(1) A titre exceptionnel et en cas d'absence d'officier, cette décharge pourra être donnée par un sous-officier.

Le fournisseur fera ensuite parvenir au service qui lui a transmis les bons de commande sa facture établie suivant les règles administratives, c'est-à-dire en triple exemplaire dont un sur timbre. Il y joindra obligatoirement, sous peine de se voir refuser le mandatement, un exemplaire du bon de commande dûment complété de la décharge décrite à l'alinéa ci-dessus.

L'attention des services est spécialement attirée sur cette formalité absolument indispensable qui permet seule la justification de l'imputation de la dépense au compte de trésorerie spécial.

En ce qui concerne le mandatement, deux cas sont à envisager :

A. — Centres où il existe un ordonnateur ou un sous-ordonnateur : un ordre de paiement, appuyé de la facture et du bon de commande est émis sur le compte « Paiement des fournitures faites et services rendus au Gouvernement du Royaume-Uni et de l'Irlande du Nord », sans qu'il soit nécessaire de préciser les titres, chapitre et article intéressés.

Les paiements seront effectués par le Trésorier-Payeur ou le Préposé du Trésor, pour le compte du Trésorier général de l'Afrique occidentale française qui a donné les instructions nécessaires aux comptables supérieurs des colonies.

B. — Centres où il n'existe qu'un Agent spécial : l'Agent spécial règlera le fournisseur sur sa caisse en ayant soin de joindre à sa pièce de dépenses les mêmes pièces justificatives que ci-dessus.

Il transmettra ensuite au service ordonnateur, chargé de l'apurement de son agence et hors comptabilités, les pièces concernant le paiement effectué.

Le service ordonnateur régularisera par un ordre de paiement imputé au compte spécial en ayant toujours soin de joindre la facture et le bon de commande à l'appui dudit ordre de paiement.

VI. — Comptes rendus périodiques

A. — BONS DE COMMANDES

Les autorités françaises chargées de recevoir les commandes (cf. art. 3) adresseront mensuellement au Bureau des Finances de leur colonie un relevé du registre d'enregistrement des commandes (cf. art. 4).

Le Bureau des Finances centralisera ces relevés et les fera parvenir, en simple expédition, au Délégué Prêt-Bail, Direction générale des Finances, à Dakar.

B. — ORDRE DE PAIEMENT

Les ordonnateurs transmettront au Délégué Prêt-Bail à Dakar un relevé en double exemplaire des ordres de paiement émis sur le compte spécial.

Ils joindront à leurs propres relevés les relevés, également en double exemplaire, que devront leur faire parvenir les sous-ordonnateurs intéressés.

VII. — Cas particuliers

Certains cas, non prévus par les présentes instructions, peuvent se produire.

Les autorités françaises intéressées, qui ne devront jamais perdre de vue que la plus grande célérité doit être apportée à la satisfaction des demandes des autorités requérantes alliées, devront prendre sans délai toutes les initiatives nécessaires pour atteindre ce but.

Elles rendront compte ensuite des difficultés devant lesquelles elles se sont trouvées et des mesures prises.

Si des erreurs ont pu être commises à cette occasion, elles seront redressées par la Délégation Prêt-Bail; mais les services intéressés peuvent être assurés qu'il ne leur sera jamais reproché d'avoir pris de telles initiatives. Il vaut mieux se tromper en agissant que de ne pas satisfaire une demande alliée sous prétexte que des instructions doivent être demandées.

Le Directeur des Finances

Délégué du Service Prêt-Bail pour l'A. O. F.-Togo

DIGO

INSTRUCTION COMPLÉMENTAIRE

**pour l'application de l'accord
franco-britannique d'aide mutuelle**

N° 4981 F. P. B. — Référence : Instruction n° 3501 F. P. B.
du 31 Mars 1944

Dakar, le 10 Mai 1944

I. — PRÉAMBULE

La présente instruction est valable pour les centres où l'intervention des autorités militaires et navales est prévue, soit :

1° — Armée de terre et de l'air : Port-Etienne, Abidjan;

2° — Marine nationale : Port-Etienne, Conakry, Abidjan (Port-Bouët), Cotonou.

II. — PASSATION DES COMMANDES

Les commandes des autorités britanniques qualifiées seront reçues et exécutées par les représentants des autorités militaires ou navales françaises (pour l'Armée de terre et la Royal Air-Force, dans le premier cas, et pour la Royal Navy, dans le deuxième) dans les conditions prévues par l'instruction n° 3501 F/PB du 31 mars 1944, article 3.

Le registre d'enregistrement des bons de commande sera tenu par les autorités militaires ou navales françaises dans les conditions prévues par l'article 4 de l'instruction n° 3501 F/PB.

III. — RÉGLEMENT DES DÉPENSES

Les fournisseurs remettront aux autorités militaires ou navales françaises leurs factures accompagnées des bons de commandes *revêtues de la mention d'accusé de réception*, ainsi qu'il est prescrit par l'article 5 de l'instruction n° 3501 P/PB.

Après vérification et enregistrement au registre mentionné ci-dessus, ces pièces seront transmises au service ordonnateur civil (c'est-à-dire au Commandant de cercle, pour Port-Etienne; au bureau des Finances, pour Conakry, Abidjan; et au Délégué du Gouverneur, pour Cotonou) qui procédera au mandatement.

Le service ordonnateur civil communiquera ensuite à l'autorité militaire ou navale le numéro et la date des ordres de paiement.

IV. — COMPTES RENDUS PÉRIODIQUES

Le relevé mensuel du registre d'enregistrement des commandes prévu à l'article 5, § A de l'instruction n° 3501 P/PB, sera transmis directement par l'autorité militaire ou navale aux autorités compétentes de Dakar qui en feront parvenir un exemplaire à la Direction générale des Finances.

De leur côté les services ordonnateurs civils comprendront, dans le relevé prévu au § B du même article, les ordres de paiement émis en couverture des commandes reçues et exécutées par les soins des autorités militaires ou navales françaises.

DIGO.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours

Gardes forestiers

Un concours pour l'emploi de garde forestier sera ouvert à Lomé (Togo) le 5 octobre 1944.

Le nombre de places mises au concours est fixé à Quatorze.

Les conditions d'admission sont les suivantes :

1° Être Français (Citoyen, sujet ou administré sous mandat français).

2° Être âgé de 21 ans au moins et de 30 ans au plus, cette limite maximum pouvant être prorogée jusqu'à 35 ans d'une durée égale à celle des services militaires ou civils donnant droit à pension.

3° Avoir au minimum 1m,66 de taille.

4° Être titulaire du Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires.

5° Avoir satisfait à un concours comportant les épreuves suivantes :

a) Une épreuve d'orthographe portant sur une dizaine de lignes d'un texte en français;

b) Une épreuve d'arithmétique portant sur les quatre opérations (addition, soustraction, multiplication, division).

c) Une épreuve de lecture à haute voix d'un texte français avec explication de certains mots courants.

Chaque épreuve est notée de 0 à 20. Tout candidat qui n'aura pas totalisé 30 points sera éliminé.

Toutefois, les candidats anciens tirailleurs ou anciens miliciens ayant accompli au moins trois années de service, mais n'ayant pas quitté l'Armée ou la Milice depuis plus de trois ans, pourront prendre part au concours sans être titulaire du Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires.

Les candidats doivent fournir en même temps que leur demande :

a) Copie du Diplôme du Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires;

b) Copie de l'acte de naissance ou toute pièce en tenant lieu;

c) Une pièce d'identité avec photographie;

d) Certificat de bonnes vie et mœurs ayant moins de trois mois de date;

e) Extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date.

f) Certificat de visite et de contre-visite médical constatant son aptitude physique au service actif (Le certificat médical devra porter la mention de la taille). Cette pièce doit avoir moins de trois mois de date.

g) Etat signalétique et des services militaires ou toute pièce en tenant lieu.

h) Pour ceux qui ne sont pas anciens tirailleurs ou anciens miliciens :

Un certificat constatant qu'ils ont subi avec succès les épreuves d'éducation physique inscrites au tableau des performances en usage dans l'Armée;

Les demandes d'inscription et les dossiers seront adressés à Monsieur le Commissaire de la République à Lomé avant le 15 septembre 1944.

Pour tous renseignements, s'adresser au Bureau du Personnel à Lomé.